

Sciences-Po Paris se joint à la contestation étudiante

France La prestigieuse Ecole parisienne est le théâtre d'un mouvement de blocage.

Reportage Benjamin Masse
Correspondant à Paris

A qui se queda la clara... Des chants révolutionnaires sud-américains résonnent rue Saint-Guillaume, en plein cœur du très cossu 7^e arrondissement de Paris. C'est dans ce quartier qu'est nichée la très élitiste Sciences-Po Paris, Institut d'études politiques (IEP) qui a formé nombre de dirigeants français, à commencer par Emmanuel Macron.

Mais, en ce mercredi 18 avril, l'intérieur du bâtiment est occupé par environ 70 étudiants bloqueurs, qui ont rejoint le mouvement de contestation universitaire. L'entrée, gardée par des membres du personnel, se fait au compte-gouttes, et seuls les contestataires sont autorisés à pénétrer dans le bâtiment ou à en sortir. *"La direction a accepté que l'on puisse faire entrer ou sortir des camarades, à condition que le nombre total de personnes à l'intérieur ne dépasse pas les cent, pour des raisons de sécurité"*, témoigne Hyppolyte, un étudiant de première année tout de noir vêtu, qui participe au mouvement.

Aux fenêtres, les contestataires, visages masqués par des foulards ou des voiles, chantent ou lancent des slogans hostiles au gouvernement – *"Macron, ton école est bloquée!"*, entonne l'un d'eux.

Ils entendent notamment protester contre la loi orientation et réussite des étudiants (ORE), promulguée en mars dernier, qui est accusée d'instaurer la sélection à l'entrée à l'université. Une quinzaine de facs – à Paris, Nanterre, ou encore Montpellier – fait déjà l'objet de blocages pour s'opposer à la réforme.

À Sciences-Po, la protestation est un peu plus étonnante, dans la mesure où l'Ecole fait l'objet d'une sélection drastique à l'entrée. Ce que certains étudiants, hostiles à l'occupation, ne manquent pas de faire observer. *"S'ils sont si opposés à la sélection, on ne voit pas ce qu'ils sont venus faire à*

Sciences-Po", observe goguenard, Nicolas, tignasse brune et tee-shirt blanc, en observant d'en bas les contestataires.

"Dictature macronienne"

Devant les portes, un jeune représentant de Sciences-Po En Marche distribue des tracts pour défendre la loi ORE. *"Les protestataires sont très minoritaires à Sciences-Po, argumente-t-il. A peine plus de 100 sur plus de 4 000 élèves."*

Pour l'heure, la contestation à Sciences-Po Paris n'a pas occasionné de graves problèmes d'organisation, comme dans certaines universités, où de nombreux partiels ont dû être reportés. Certes, la façade a été taguée, et les slogans hostiles à Macron, inscrits sur des étendards de fortune, flottent en lieu et place des drapeaux français et européens. *"Les étudiants de Sciences-Po en lutte contre la dictature macronienne"*, est-il inscrit sur l'un d'eux. *"Ce n'est pas parce que nous sommes favorisés que nous ne sommes pas conscients des discriminations"*, s'insurge Alice, une autre étudiante contestataire. Elle dénonce aussi

des cours *"orientés politique-ment"*, *"enseignés par des professeurs qui sont parfois des proches du gouvernement"*.

Certains seraient tentés de voir là un mouvement un brin folklorique, voué à s'épuiser rapidement. Mais l'occupation, initiée mardi soir, a été reconduite dans la soirée de mercredi par les étudiants. Et d'autres IEP, à Rennes ou encore à Lille, ont commencé à se joindre à la vague de protestation.

À Paris, la direction de Sciences-Po prend d'ailleurs la situation très au sérieux. Après une négociation serrée, elle a finalement obtenu un déblocage des lieux, en vue d'une assemblée générale ouverte à tous pro et anti-occupation qui devait se tenir jeudi soir. Ici comme ailleurs, on craint une contagion et une coagulation des luttes. Ce même jeudi, les étudiants étaient d'ailleurs appelés par plusieurs syndicats à manifester, en compagnie des cheminots, fonctionnaires et autres personnels hospitaliers.

A Sciences-Po,
la protestation
est étonnante,
dans la mesure
où l'Ecole
fait l'objet
d'une sélection
drastique
à l'entrée.